QUEL DEVENIR POUR LA CRIMINOLOGIE ?
NOTE HISTORIOGRAPHIQUE
SUR L'EXEMPLE BRITANNIQUE

Renaud COLSON*

La criminologie prospère au Royaume-Uni. De nombreuses universités lui consacrent des diplômes spécialisés. L'actualité éditoriale de la matière y est abondante, soutenue par la publication de manuels, monographies et ouvrages collectifs, et par l'existence de plusieurs revues. Le présent article retrace l'histoire sociale, intellectuelle et politique de cette discipline. Il rend compte d'une tradition scientifique nationale qui a connu un essor remarquable depuis le début du XX^e siècle et qui jouit, désormais, d'une forte légitimité dans le paysage universitaire britannique. Cette perspective historique permet, en conclusion, de porter un regard décalé sur les débats contemporains relatifs à la place de la criminologie en France.

Criminology is flourishing in the United Kingdom. Many universities offer degrees devoted to the subject. Publishing is flourishing, with the production of textbooks, monographs and collective works, as well as several academic journals. This article traces the social, intellectual and political history of this discipline. It outlines a national scientific tradition which has undergone remarkable development since the beginning of the 20th century and which now enjoys an established legitimacy in British academia. This historical account paves the way for a conclusion providing an offbeat perspective on current debates on the status of criminology in France.

L'histoire de la criminologie britannique présente un intérêt théorique évident pour le spécialiste des sciences criminelles et pour l'historien des sciences sociales. Mais cet objet d'érudition devrait également retenir

* Marie Curie Fellow à l'Institut Universitaire Européen de Florence, Maître de conférences à l'Université de Nantes, <http://www.univ-nantes.fr/colson-r>

l'attention des participants au difficile débat français portant sur la création d'une section disciplinaire dédiée à la criminologie au sein du Conseil national des universités. Ce projet, objet de débats publics depuis plus de deux ans, s'est concrétisé dans deux arrêtés du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche¹ pris au terme d'une procédure contestée². La querelle universitaire, qui semble destinée à se prolonger devant les tribunaux³, a suscité de vives et intéressantes discussions⁴. Celles-ci ont été l'occasion de modestes références aux expériences scientifiques et pédagogiques étrangères⁵, mais le recours à la comparaison internationale est resté très limité. L'approche comparative est pourtant riche d'enseignements sur une question dont les enjeux ont été appréhendés de manière trop hexagonale.

Le savoir criminologique se construit, il est vrai, dans le cadre d'espaces nationaux. Il n'est que de discuter quelques heures avec des collègues étrangers pour sentir à quel point domaines de recherche, manières de penser et postures intellectuelles sont dépendants de la culture académique dans laquelle ils se déploient. Coexistent ainsi de par le monde des traditions criminologiques nationales distinctes⁶. Chacune s'ancre dans des institutions scientifiques spécifiques, dans une constellation disciplinaire et dans un paysage conceptuel singuliers. Cet environnement culturel propre à chaque pays n'exclut ni le clivage interne des communautés épistémiques nationales⁷, ni leur convergence sous l'effet d'emprunts théoriques massifs

¹ JORF n° 0064 du 15 mars 2012, p. 4800.

² V. not. le communiqué de l'Association française de droit pénal en date du 20 mars 2012 dénonçant le « simulacre de consultation » qui a précédé la décision du ministère, [En ligne], <http://francepenal.org/#!conseil-administration> (document consulté le 22 mars 2012).

³ Dans le communiqué cité dans la note précédente, l'Association française de droit pénal a fait part de son intention de déposer un recours devant la juridiction compétente afin d'obtenir l'annulation des arrêtés contestés.

⁴ Comp. les vues contrastées de la tribune collective « Contre la création d'une section de criminologie au Conseil national des universités », *D.* 2011. 457, et de M. HERZOG-EVANS, R. CARIO et L. VILLERBU, « Pourquoi il est urgent de créer des UFR de criminologie », *D.* 2011. 766. Pour un accès aux principaux textes qui ont jalonné cette querelle, on peut se reporter à la page qui lui est dédiée sur le site web de l'Institut de sciences criminelles de l'Université de Poitiers, [En ligne], <http://isc-epred.labo.univ-poitiers.fr/spip.php?rubrique93&lang=fr> (document consulté le 22 mars 2012).

⁵ Comp. M. HERZOG-EVANS, R. CARIO et L. VILLERBU, préc., et L. MUCCHIELLI, « Une 'nouvelle criminologie' française ? Pourquoi et pour qui ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2008, p. 795. V. également les contributions sur la Suisse, l'Espagne et le Maroc dans l'ouvrage collectif dirigé par P. TOURNIER, *La Babel criminologique. Formation et recherche sur le phénomène criminel : sortir de l'exception française ?*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 41 et s.

⁶ Sur la notion de tradition scientifique nationale, v. J. HEILBRON, « Qu'est-ce qu'une tradition nationale en sciences sociales ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2008, vol. 18, pp. 3-14.

⁷ Ce processus de clivage, bien mis en lumière pour la criminologie anglo-américaine, pourrait être inscrit dans la nature même de la constitution des disciplines scientifiques. Sur cette thèse, et

de l'une à l'autre⁸. Mais il tend à produire, au sein de chaque espace scientifique national, une disposition générale génératrice de schèmes de pensée partagés. Une telle orientation intellectuelle, l'« habitus disciplinaire » pour reprendre la terminologie élaborée par Pierre Bourdieu⁹, opère le plus souvent de manière inconsciente, mais elle se fait sentir sur le mode de l'évidence au chercheur expatrié.

La criminologie, même si elle aspire par son objet à l'universalité¹⁰, demeure dépendante du terreau culturel qui la nourrit. Il ne saurait en être autrement si l'on admet que la production scientifique, conçue comme discipline, s'inscrit dans le particularisme « des institutions, des laboratoires, des départements universitaires, des revues, des instances nationales et internationales (congrès), des procédures de certification, des compétences, des systèmes de rétribution, des prix »¹¹. En conséquence, la recherche en sciences criminelles se pense, s'organise et se diffuse suivant des modalités très différentes selon les pays. Le propos ne surprendra pas en France où, pour des raisons historiques, la constitution d'une discipline criminologique s'est avérée jusqu'à présent impossible¹². Mais il est également admis au Royaume-Uni que la matière y a pris une forme singulière sous l'influence d'une histoire contingente.

De l'autre côté de la Manche, la discipline criminologique prospère¹³. Plus d'une centaine d'établissements d'enseignement supérieur lui consacrent des formations diplômantes, dont une quarantaine en troisième cycle. L'activité éditoriale y est pléthorique, soutenue par l'édition régulière de plusieurs manuels, l'existence de nombreuses collections diffusant monographies et ouvrages collectifs, et la parution de plusieurs revues universitaires dédiées, partiellement ou exclusivement, à la criminologie. Quant à la *British Society of Criminology*, elle compte plus de 1000

son application à la sociologie du crime américaine, v. A. ABBOT, *The Chaos of Disciplines*, Chicago, University of Chicago Press, 2001, spéc. chap. 3, pp. 60-90.

⁸ Ainsi les travaux français n'hésitent pas à se référer au corpus international des sciences criminelles, et les théories élaborées par les écoles étrangères sont bien décrites dans les manuels autorisés (v. par ex., l'ouvrage de référence de R. GASSIN, P. BONFILS et S. CIMAMONTI, *Criminologie*, 7^e éd., Paris, Dalloz, 2011). La connaissance des travaux français dans le monde anglo-américain est plus incertaine : J.-P. JEAN, « Confrontations : French Criminology seen by British criminologists », *Champ pénal/Penal field* [En ligne], <http://champpenal.revues.org/29>, (document consulté le 22 mars 2012).

⁹ P. BOURDIEU, *Science de la science et réflexivité*, Paris, éd. Raisons d'agir, 2001, p. 86.

¹⁰ R. CARIO, « De la Babel criminologique à l'universalité de la criminologie », in P. TOURNIER (dir.), *La Babel criminologique. Formation et recherche sur le phénomène criminel : sortir de l'exception française ?*, op. cit., pp. 9-18.

¹¹ P. BOURDIEU, op. cit., p. 128.

¹² L. MUCCHIELLI, « L'impossible constitution d'une discipline criminologique en France. Cadres institutionnels, enjeux normatifs et développement de la recherche des années 1880 à nos jours », *Criminologie*, 2004, vol. 37(1), pp. 13-42.

¹³ T. NEWBURN, *Criminology*, Londres, Willan, 2007, p. 18.

membres et sa conférence annuelle réunit généralement entre 400 et 500 participants. Stimulant une propension naturelle à la réflexivité des chercheurs en science sociale¹⁴, l'expansion rapide de cette discipline récente, dont l'objet reste discuté et les frontières incertaines, a suscité la curiosité de ses propres acteurs. Le processus de formation de la criminologie britannique a ainsi été l'objet de nombreux travaux qui relatent les faits sociaux, intellectuels et politiques ayant déterminé la constitution de ce corpus scientifique.

S'inscrivant dans un temps court, l'histoire de cette discipline est écrite par des criminologues qui ne s'embarrassent pas d'une méthode historiographique très rigoureuse¹⁵. Mais leur proximité avec les événements qu'ils décrivent leur permet une mise en intrigue très convaincante de l'origine et du développement de la tradition criminologique à laquelle ils appartiennent. C'est à la découverte de cette tradition scientifique nationale qu'il invite cet article, en présentant le « récit véridique »¹⁶ de son devenir tel qu'il est raconté par ses protagonistes. Cette histoire au second degré, synthèse française de travaux en langue anglaise, rend compte de la naissance et des transformations de la criminologie britannique dans ses dimensions sociale, intellectuelle et politique. La perspective adoptée autorise, en conclusion, à porter un regard décalé sur les débats relatifs à la place de la discipline criminologique en France, et à accueillir sa consécration universitaire avec une certaine confiance.

I. HISTOIRE SOCIALE

L'histoire de leur discipline élaborée par les criminologues britanniques est d'abord une histoire sociale qui décrit les trajectoires particulières d'hommes et de femmes au sein d'institutions spécifiques.

A. – *Les hommes et les femmes*

Les histoires de vie de quelques-uns des fondateurs de la criminologie britannique occupent une place de choix dans les récits portant sur la constitution de la discipline. L'attention portée aux acteurs individuels d'une

¹⁴ D. NELKEN, « Reflexive Criminology? », in D. NELKEN (ed.), *The Futures of Criminology*, Londres, Sage Publications, 1994, p. 7.

¹⁵ V. néanmoins les remarques de D. GARLAND, *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*, Oxford, OUP, 2006, pp. 23-26.

¹⁶ L'expression est empruntée à P. VEYNE, *Comment on écrit l'histoire, suivi de Foucault révolutionne l'histoire*, Paris, Seuil, 1978, p. 13.

aventure scientifique par nature collective s'explique pour plusieurs raisons. D'une part, certains d'entre eux ont laissé des témoignages autobiographiques de première main sur l'institutionnalisation et le développement des sciences criminelles au Royaume-Uni¹⁷. D'autre part, ces personnalités ont inspiré divers écrits, articles et notices nécrologiques, qui posent, à l'occasion d'hommages parfois hagiographiques, les premiers jalons d'une histoire disciplinaire¹⁸. Enfin, l'intuition selon laquelle l'ascension de la criminologie dans le champ scientifique britannique serait le résultat de facteurs contingents nourrit la conviction, chez certains auteurs, de l'importance de quelques figures historiques¹⁹ dont il convient de reconnaître le rôle de *discipline-builders*²⁰. Parmi ceux-ci, on peut distinguer quelques auteurs précurseurs dont les travaux constituèrent, au début du XX^e siècle, les premières pierres d'un nouveau corpus disciplinaire²¹. S'ajoutent à ces figures intellectuelles quelques réformateurs ayant œuvré, au sein des institutions publiques ou à leur périphérie, dans le cadre de groupes de pression, pour promouvoir une étude scientifique du phénomène criminel²². Mais ce sont surtout les figures de Léon Radzinowicz, Max Grünhut et Hermann Mannheim, qui marquent l'histoire de la discipline. Fuyant le péril nazi, ces trois émigrés européens occupèrent respectivement les premiers

¹⁷ V. not. Sir Leon RADZINOWICZ, *Adventures in Criminology*, Londres, Routledge, 2002.

¹⁸ V. par ex. R. HOOD, « Hermann Mannheim and Max Grünhut: Criminological Pioneers in London and Oxford », *British Journal of Criminology*, 2004, vol. 44(2), p. 469. V. également la notice nécrologique de Leon Radzinowicz par R. HOOD, *Proceedings of the British Academy*, vol. 111, 2001, celle consacrée à Max Grünhut par H. MANNHEIM dans le *British Journal of Criminology*, vol. 4(4), 1964, pp. 313-315, et celles dédiées à Hermann Mannheim, également dans le *British Journal of Criminology*, vol. 14(3), 1974, par T. MORRIS, « Mannheim: The Teacher », p. 217, J. SPENCER, « Mannheim: The Scholar », p. 218, et J. CROFT, « Hermann Mannheim and Penal Reform », p. 219. V. également la notice consacrée à Hermann Mannheim par Sir Leon RADZINOWICZ, in L. BLAKE and C.S. NICHOLLS (eds.), *The Dictionary of National Biography 1971-1980*, Oxford, OUP, pp. 543-544.

¹⁹ V. par ex. T. MORRIS, « British Criminology: 1935-1948 », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), spec. p. 20 : « (I)n the history of an intellectual discipline its history is that of the prejudices and predilections of powerful and persuasive men. It tends to be their energies, constantly working upon the materials of their time, that shape its concerns and priorities ».

²⁰ V. D. GARLAND, « Of Crimes and Criminals: The Development of Criminology in Britain », in M. MAGUIRE, R. MORGAN, R. REINER (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, 3rd ed., Oxford, Clarendon Press, 2002, p. 44 : « (T)he emergence of a criminological discipline was (...) the achievement of a few key individuals (...). These discipline-builders had to struggle with all sorts of resistance ».

²¹ Les historiographes de la discipline évoquent de manière récurrente trois précurseurs importants : C. GORING, *The English Convict: A Statistical Study*, Londres, 1913 ; C. BURT, *The Young Delinquent*, Londres, 1925 ; et W. NORWOOD EAST, *The Medical Aspect of Crime*, Londres, 1936.

²² Sont notamment évoqués, dans les travaux d'histoire de la criminologie, les figures de Margery Fry, secrétaire de la *Penal Reform League* à partir de 1918, puis de la *Howard League for Penal Reform*, et de Sir Alexander Paterson, membre influent de la *Prison Commission* dans les années 1920 et 1930. V. par ex. T. MORRIS, *op. cit.*, spéc. pp. 23-24.

postes de professeur, reader et senior lecturer en criminologie créés dans les universités de Cambridge et d'Oxford ainsi qu'à la *London School of Economics*. Pères fondateurs d'une tradition scientifique qui s'est, depuis, considérablement développée, ils ont cédé leur place à d'autres figures remarquables, certaines radicales à l'instar de Jock Young, d'autres plus orthodoxes comme Roger Hood, d'autres enfin néo-libérales comme Ronald V. Clarke. L'histoire de ces chercheurs, toujours en activité, et de leurs collègues n'est pas seulement celle de personnalités singulières²³ : elle prend la forme de suivis de cohortes.

En 1986, Paul Rock, sociologue à la *London School of Economics and Political Science*, se livra à un recensement des universités et des instituts de recherche britanniques revendiquant un exercice scientifique de la criminologie. Enquête par sondage à l'appui, il a construit la première image sociologique de cette communauté scientifique²⁴. Six ans plus tard, approfondissant ses investigations, le même auteur a sollicité par voie de questionnaire les 235 criminologues britanniques qu'il avait identifiés. Le traitement de l'information recueillie lui a permis de tracer à grands traits leur histoire intellectuelle, leur profil sociologique et les types de relations qu'ils entretenaient entre eux²⁵. Ses travaux mettent en évidence un champ scientifique remarquablement dépeuplé jusqu'au milieu des années 60, *an almost empty discipline*²⁶, avant que ne se succèdent deux vagues démographiques structurantes. La première, *the « fortunate generation »*, a bénéficié des recrutements universitaires massifs menés à la fin des années 60 et au début des années 70. Majoritairement formée à la London School of Economics et dans les universités de Cambridge, Oxford et Sheffield, cette génération, dont l'importance numérique a permis de conférer à la discipline criminologique une masse critique, a également contribué à définir son identité intellectuelle de manière décisive dans une période « chaude » caractérisée par l'accélération des relations sociales²⁷. À ce premier groupe s'est agrégé un second, de taille moins importante, recruté dans la seconde moitié des années 80. Cette deuxième génération, plus fragmentée que la

²³ V. s'agissant de Roger Hood, l'introduction (« Editors's Introduction ») de L. Zedner et A. Ashworth aux mélanges qui lui ont été dédiés : L. ZEDNER, A. ASHWORTH (eds.), *The Criminological Foundations of Penal Policy: Essays in Honour of Roger Hood*, Oxford, OUP, 2003, p. 1. V. également, s'agissant de Ronald V. Clarke, le portrait (« The Quiet Revolutionary ») qu'en dressent N. TILLEY et G. FARRELL dans les mélanges qu'ils lui consacrent : *The Reasoning Criminologist: Essays in Honour of Ronald V. Clarke*, Londres, Routledge, 2011.

²⁴ P. ROCK, « The Present State of Criminology in Britain », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), p. 58.

²⁵ P. ROCK, « The Social Organization of British Criminology », in M. MAGUIRE, R. MORGAN, R. REINER (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, 1st ed., Oxford, Clarendon Press, 1994, pp. 125-147.

²⁶ *Ibid.*, p. 131.

²⁷ *Ibid.*, p. 133.

précédente, évolue dans un environnement plus « froid » et plus individualiste²⁸. À notre connaissance, aucune recherche quantitative de l'ampleur de celle mise en œuvre par Paul Rock au début des années 1990 n'a été menée depuis sur la communauté des criminologues britanniques. L'hypothèse d'une stabilité, voire d'une légère croissance du nombre de chercheurs impliqués dans ce champ disciplinaire semble néanmoins plausible, ne serait-ce qu'au regard du développement remarquable des institutions donnant lieu à l'élaboration et à la transmission des sciences criminelles.

B. – *Les institutions*

L'intérêt porté aux acteurs individuels de l'aventure criminologique par les historiographes de la discipline ne les a pas conduits à occulter le rôle des institutions. Au contraire, le rejet de tout idéalisme²⁹ dans la compréhension d'une discipline décrite à la lumière de son environnement socio-politique³⁰ a justifié l'étude des organisations, publiques ou privées, qui ont orienté son développement. Cette histoire institutionnelle débute à la fin du XIX^e siècle, époque où apparaissent groupes d'intérêts, lieux de production du savoir, et publications qui apparaissent, rétrospectivement, comme autant d'éléments nécessaires à la constitution du corpus criminologique³¹. Les observateurs ont mis en lumière la façon dont les établissements psychiatriques et pénitentiaires ont servi de « surfaces d'émergence »³² à une littérature scientifique, d'essence médico-légale, dont les journaux de la psychiatrie naissante furent, avec quelques monographies, le vecteur de diffusion privilégié. Puis, à la faveur de l'évolution des sciences du psychisme, vit le jour, entre les deux guerres, l'*Institute for the Scientific Treatment of Delinquency* (1932)³³. Cet établissement de

²⁸ *Ibid.*, p 134.

²⁹ « Intellectual history can never be detached from the social and cultural settings in which ideas and sentences occur, and this is particularly true in respect of criminology which is so deeply marked by its institutional locations », D. GARLAND « Criminological Knowledge and its Relation to Power: Foucault's Genealogy and Criminology Today », *British Journal of Criminology*, 1992, vol. 32(4), p. 414.

³⁰ V. par ex. les amples développements d'histoire sociale auxquels donne lieu la description de la criminologie britannique entre 1935 et 1948 dans l'article de T. MORRIS, *op. cit.*, spéc. pp. 21-23.

³¹ D. GARLAND, « Of Crimes and Criminals... », *op. cit.*, spéc. pp. 23-25.

³² Notion élaborée par Michel Foucault, la « surface d'émergence » désigne les lieux où surgissent, pour pouvoir être ensuite désignés et analysés, les phénomènes qui vont devenir objets de discours. Sur ce point, v. *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1996, p. 56.

³³ D. GARLAND, « British Criminology before 1935 », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), spéc. p. 9.

traitement de la délinquance juvénile, qui revendiquait une certaine distance à l'égard du système pénal, fût à l'origine de la première revue britannique de criminologie : le *British Journal of Delinquency*, fondé en 1950, rebaptisé dix ans plus tard *British Journal of Criminology*. Dans un autre registre, les associations caritatives ont produit, dès la première moitié du XX^e siècle, des « formes discrètes de savoir »³⁴ sur le crime. Parmi celles-ci, la *Howard League for Penal Reform*, qui œuvra de manière organisée pour le développement des connaissances scientifiques sur le phénomène criminel, servit également l'institutionnalisation de la criminologie³⁵. Pourtant, malgré l'activité précoce de ces divers acteurs, malgré le recrutement des premiers enseignants³⁶ et l'introduction des premiers cours dans les universités dès la fin des années 1930, et en dépit de l'établissement d'un département de science criminelle à Cambridge en 1941, la criminologie restera longtemps une spécialité scientifique mineure. En 1948, seuls trois titulaires étaient en mesure de l'enseigner à l'Université³⁷, et il faut attendre le milieu des années 1950 pour que la discipline s'établisse fermement dans le paysage scientifique britannique.

Rétrospectivement, une étape importante de ce développement semble avoir été l'insertion, dans le *Criminal Justice Act* de 1948, d'une section 77 autorisant le pouvoir exécutif à financer des recherches sur « les causes de la délinquance, le traitement des auteurs d'infractions et toute matière s'y rapportant »³⁸. Les sommes allouées en ce sens furent dans un premier temps très modestes, mais le principe même de cette disposition témoignait d'un soutien officiel non dénué d'effet de légitimation pour cette discipline en construction. Dans les années qui suivirent se confirma la détermination gouvernementale de promouvoir le développement de la criminologie, tant au sein de l'administration centrale que dans les universités³⁹. Cette histoire a été écrite par ses protagonistes, acteurs et témoins de la fondation

³⁴ D. GARLAND, « Of Crimes and Criminals... », *op. cit.*, p. 25.

³⁵ La *Howard League for Penal Reform*, fondée en 1921 suite à la fusion de la *Howard Association* et de la *Penal Reform League*, est une association caritative influente ayant pour objet l'humanisation du système pénal. Sur son action dans la première moitié du XX^e siècle, v. T. MORRIS, *op. cit.*, pp. 23-24.

³⁶ Le premier fut Hermann Mannheim, recruté à la *London School of Economics* comme *part-time lecturer* en criminology, dès 1935.

³⁷ J.P. MARTIN, « The Development of Criminology in Britain: 1948-1960 », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), p. 36.

³⁸ *Criminal Justice Act* de 1948, s. 77 : « (A)ny expenses incurred by the Secretary of State (...) in the conduct of research into the causes of delinquency and the treatment of offenders, and matters connected therewith (...) shall, to such amount as may be sanctioned by the Treasury, be defrayed out of moneys provided by Parliament ». Sur l'origine de cette disposition, v. T.S. LODGE, « The Founding of the Home Office Research Unit », in R.G. HOOD (ed.), *Crime, Criminology and Public Policy: Essays in Honour of Sir Leon Radzinowicz*, Londres, Heineman Educational Books, 1974, p. 12.

³⁹ D. GARLAND, « Of Crimes and Criminals... », *op. cit.*, spéc. p. 43.

concomitante du département scientifique du *Home Office (Home Office Research Unit)*⁴⁰ en 1957, et de l'*Institute of Criminology* de l'Université de Cambridge⁴¹ en 1959. Porté avec force par le ministre de l'Intérieur de l'époque, le *Home Secretary* R.A. Butler, le projet gouvernemental explicité dans un livre blanc⁴² avait notamment pour objectif de stimuler la recherche en criminologie, d'accroître la somme de connaissances disponibles en cette matière et de contribuer au sein de l'Université à l'éducation des professionnels et futurs professionnels du système pénal⁴³. Une fois consacrée officiellement, la pertinence du projet criminologique justifiait dès lors son développement continu. Le budget scientifique du *Home Office* crût régulièrement. Le nombre de chercheurs de la *Research Unit* augmenta rapidement, à certaines périodes (notamment dans les années 1970) de manière proportionnellement plus importante que dans les universités⁴⁴. Dans le même temps, ces dernières bénéficièrent de financements nouveaux en provenance du *Home Office* pour mener des recherches sur projet⁴⁵. Avec la floraison de nouvelles universités dans les années 1960 et 1970, l'augmentation du nombre d'étudiants et la prolifération des diplômes en sciences criminelles, on assista à la multiplication de postes d'enseignant-chercheurs dédiés à cette matière. L'histoire institutionnelle de la criminologie britannique a ainsi pu être racontée comme celle d'une relation gémellaire⁴⁶, parfois conflictuelle, entre le *Home Office* et l'Université, la distinction organique entre les deux se doublant d'une fracture intellectuelle.

II. HISTOIRE INTELLECTUELLE

L'histoire intellectuelle de la criminologie britannique suit deux schémas narratifs distincts : celle d'une généalogie qui fait se succéder les paradigmes dominant la discipline et celle d'une cartographie qui dessine les frontières séparant ces paradigmes.

⁴⁰ T.S. LODGE, *op. cit.*, p. 11.

⁴¹ Lord BUTLER, « The Foundation of the Institute of Criminology in Cambridge », in R.G. HOOD (ed.), *Crime, Criminology and Public Policy: Essays in Honour of Sir Leon Radzinowicz*, *op. cit.*, p. 1. Rapp. Leon RADZINOWICZ, *The Cambridge Institute of Criminology: Its Background and Scope*, Londres, HMSO, 1988.

⁴² Home Office, *Penal Practices in a Changing Society*, Cmnd 645, Londres, HMSO, 1959.

⁴³ V. *infra*, 3^e partie.

⁴⁴ En 1988, P. ROCK pouvait légitimement qualifier la *Research Unit* du *Home Office* de « Goliath » de la criminologie britannique, « The Present State of Criminology in Britain », *op. cit.*, p. 65.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ V. not. L. ZEDNER, « Useful Knowledge? Debating the Role of Criminology in Post-War Britain », in L. ZEDNER, A. ASHWORTH (eds.), *The Criminological Foundations of Penal Policy: Essays in Honour of Roger Hood*, *op. cit.*, 2003, spec. p. 225.

A. – Généalogie

Dans les principaux ouvrages d'introduction à leur discipline, les criminologues britanniques font le récit d'une histoire intellectuelle mondiale et pluriséculaire⁴⁷. Les premiers acteurs de la science criminelle seraient Bentham et Beccaria, et depuis leurs travaux séminaux, les progrès scientifiques se seraient enchaînés, donnant lieu à une succession d'écoles de pensée (classique, positiviste...). Mais la vulgate historique a été récemment dénoncée comme une reconstruction *ex post* dont l'objet est moins la vérité historique que la création d'un « mythe fondateur » (*foundational myth*) servant une fonction de légitimation scientifique⁴⁸. Cette critique historique s'est accompagnée d'un travail de généalogie disciplinaire plus fin, établissant les liens de continuité théorique entre la criminologie britannique contemporaine et les formes discursives dont elle est issue. Le récit produit est celui d'une histoire insulaire, distincte de celle qui s'est jouée sur le continent. Insensible aux lectures anthropologiques de la *Scuola Positiva* fondée par les disciples italiens de Lombroso, indifférente aux auteurs français qui insistent sur les déterminants sociologiques du crime, et peu au fait du développement de la criminalistique allemande⁴⁹, la criminologie scientifique qui s'est développée au Royaume-Uni entre la fin du XIX^e siècle et la seconde guerre mondiale reposait avant tout sur les sciences du psychisme⁵⁰. La progressive diversification des approches mises en œuvre dans l'étude du crime (psychiatrique, dans le cadre pénitentiaire, ou psychothérapeutique au sein de l'*Institute for the Scientific Treatment of Delinquency*) ne doit pas dissimuler la marginalité dans laquelle resteront longtemps cantonnés les travaux sociologiques⁵¹. Durant la première moitié du XX^e siècle, les rares intrusions de la criminologie britannique naissante hors du champ médical prirent la forme d'études interdisciplinaires

⁴⁷ Exemplaire d'un trait commun à nombre des histoires de la criminologie, l'ouvrage dirigé par H. MANNHEIM, *Pioneers in Criminology* (2^e éd., Londres, Stevens, 1972) commence par une présentation de l'œuvre de Beccaria, puis de celle de Bentham. Même *The New Criminology: For a Social Theory of Deviance* (Londres, Routledge, 1973), l'ouvrage critique, particulièrement influent dans les années 1970, de I. TAYLOR, P. WALTON, J. YOUNG, débute par une présentation de Beccaria et de l'École classique. Les histoires « continentales » ne dérogent souvent pas à cette manière de faire. Pour une réflexion approfondie sur cette problématique, v. A.P. PIRES, « La criminologie d'hier et d'aujourd'hui », in C. DEBUYST, F. DIGNEFFE, J.-M. LABADIE, A.P. PIRES, *Histoire des savoirs sur le crime & la peine : 1. Des savoirs diffus à la notion de criminel*, Bruxelles, De Boeck, 1995, p. 13 et s.

⁴⁸ D. GARLAND, « Of Crimes and Criminals... », *op. cit.*, not. p. 12 et p. 26.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 24.

⁵⁰ *Ibid.*, spéc. pp. 25-30.

⁵¹ À la faible influence des travaux étrangers, comme ceux de Durkheim ou de l'école de Chicago qui envisageaient le crime comme un « fait social », on peut associer le peu d'écho dont bénéficia en Angleterre la première étude statistique de grande ampleur sur les prisons britanniques : C. GORING, *The English Convict: A Statistical Study*, Londres, 1913.

s'ancrant dans une grille de lecture clinique de la délinquance⁵². Sans prétention explicative globale, et distincte en cela de la criminologie continentale qui nourrissait des prétentions théoriques d'une toute autre ampleur, les recherches britanniques visaient essentiellement à améliorer les décisions concrètes prises par le système pénal⁵³. Elles portaient notamment sur le criminel aliéné, la prédiction de la récidive, la délinquance juvénile, autant de problématiques soumises par les institutions répressives à la science médicale⁵⁴.

C'est dans la continuité de cette science criminelle naissante, élaborée par des praticiens de la médecine pour des praticiens de la justice, que s'élabore la criminologie britannique contemporaine. L'histoire intellectuelle de cette discipline après la seconde guerre mondiale est une histoire du temps présent écrite soit sur un mode événementiel⁵⁵, soit sur un mode conceptuel⁵⁶. S'agissant des événements, sont présentés comme des jalons importants la publication en 1956 de la première étude prédictive de grande ampleur sur le sort des délinquants juvéniles envoyés en maison de correction⁵⁷, la constitution à la fin des années 1950 de la *British Society of Criminology* au sein de laquelle s'exprimèrent les premières critiques contre la centralité des approches cliniques dans l'explication causale du crime⁵⁸, l'institution de la *National Deviancy Conference* en 1968 qui marque l'acte de naissance d'une criminologie plus radicale⁵⁹. La production éditoriale est également envisagée comme un marqueur important pour comprendre le développement

⁵² V. en ce sens l'ouvrage de Cyril BURT, *The Young Delinquent*, Londres, 1925, qui consistait en l'examen clinique de 400 écoliers afin de d'identifier les facteurs causaux du crime, et que l'on présente fréquemment comme l'un des premiers travaux de la criminologie britannique moderne.

⁵³ D. GARLAND, « British Criminology before 1935 », *op. cit.*, pp. 3-5 ; et du même auteur, « Of Crimes and Criminals... », *op. cit.*, pp. 35-36.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ V. par ex. pour la période 1948-1960, l'article de J.-P. MARTIN, *op. cit.*

⁵⁶ V. par. ex. D. DOWNES, « Promise and Performance in British Criminology », *The British Journal of Sociology*, 1978, vol. 29(4), p. 483.

⁵⁷ E. MANNHEIM, L. WILKINS, *Prediction Methods in Relation to Borstal Training*, Londres, HMSO, 1955.

⁵⁸ L'étude de B. WOOTON, *Social Science and Social Pathology* (Londres, Allen and Unwin, 1959) est présentée comme une étape importante de la fragilisation du paradigme clinique dans la criminologie britannique.

⁵⁹ L'histoire de cet épisode fondateur, ainsi que ses suites et ses conséquences, a été écrite par l'un de ses acteurs, Stanley Cohen. V. not. « Criminology and the Sociology of Deviance in Britain », in P. ROCK, M. McINTOSH (eds.), *Deviance and Social Control*, Taylor & Francis, 1974 ; et plus récemment « Footprints in the Sand: A Further Report on Criminology and the Sociology of Deviance in Britain », in M. FITZGERALD, G. McLENNAN, & J. PAWSON, (eds), *Crime and Society: Readings in History and Theory*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1980, p. 240 ; reproduit in S. COHEN, *Against Criminology*, New Brunswick, Transaction Books, 1988, p. 67. Rappr. D. DOWNES, « The Sociology of Crime and Social Control in Britain: 1969-1987 », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), p. 45.

intellectuel de la criminologie britannique⁶⁰. Les historiographes de la discipline mettent ainsi en évidence une production de monographies et d'articles en forte croissance depuis la fin des années 1940, avec la publication en 1956 du premier manuel de criminologie⁶¹. Cette évolution quantitative s'accompagne d'une diversification progressive des objets étudiés (des individus criminels à leur environnement en passant par le système pénal et les victimes) et des approches empruntées (de la psychologie clinique à la sociologie de la déviance en passant par le développement d'études statistiques ou de recherches ethnologiques). L'analyse diachronique de cette littérature et de la variété de ses styles donne lieu à des interprétations divergentes. Certains identifient une succession de paradigmes dotée d'une logique épistémologique propre⁶² : la criminologie britannique emprunterait ainsi une succession de voies (positivisme, sociologie de la déviance, marxisme...) pour résoudre des problématiques scientifiques en recomposition permanente. D'autres voient dans cette évolution intellectuelle interne les conséquences de l'histoire politique et sociale⁶³ : la prégnance du conservatisme dans l'immédiat après-guerre, du réformisme dans les années 1960, du radicalisme dans les années 1970 et du néolibéralisme à la fin du XX^e siècle constitueraient le moteur des transformations conceptuelles de la discipline. Une troisième explication met l'accent sur les influences théoriques étrangères, le rayonnement des débats américains sur le champ scientifique britannique expliquant les transformations d'une discipline à la cartographie changeante⁶⁴.

B. – Cartographie

Plusieurs lignes de clivage entre les courants intellectuels constitutifs de la criminologie britannique ont été mises en évidence⁶⁵. Parmi celles-ci, la

⁶⁰ Comp. J.P. MARTIN, « The Development of Criminology in Britain: 1948-1960 », *op. cit.*, spéc. p. 42, et P. ROCK, « The Present State of Criminology in Britain », *op. cit.*, p. 60.

⁶¹ H. JONES, *Crime and the Penal System: A Textbook of Criminology*, Londres, University Tutorial Press, 1956.

⁶² D. DOWNES, « Promise and Performance in British Criminology », *op. cit.*, p. 483.

⁶³ En ce sens, v. I. TAYLOR, P. WALTON, J. YOUNG, « Critical Criminology in Britain: Review and Prospects », in I. TAYLOR, P. WALTON, J. YOUNG (eds.), *Critical Criminology*, Londres, Routledge, 1975, p. 6 et s. ; et, plus récemment, appliquant cette approche à la variante criminologique des *cultural studies* : K.J. HAYWARD, J. YOUNG, « Cultural Criminology : Some Notes on the Script », *Theoretical Criminology*, 2004, vol. 8(3), p. 259.

⁶⁴ D. DOWNES, *op. cit.*, pp. 485-486.

⁶⁵ Comp. J. YOUNG, « Incessant Chatter: Recent Paradigms in Criminology », in M. MAGUIRE, R. MORGAN, R. REINER (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, 1st ed., *op. cit.*, p. 69 ; et D. MELOSSI, « Changing Representations of the Criminal », *British Journal of Criminology*, 2000, vol. 40(2), p. 296.

fracture la plus fréquemment évoquée est celle qui sépare une criminologie dominante, *mainstream criminology* qualifiée d'orthodoxe⁶⁶, de traditionnelle⁶⁷, voire de vénérable⁶⁸, à une criminologie radicale, résolument critique, élaborée à partir de la fin des années 1960⁶⁹. Cette dualité constitue une clé d'intelligibilité de la discipline pour la plupart de ses historiographes, qui opposent terme à terme les projets, les méthodes et les objets de ces deux courants. La criminologie orthodoxe élaborée par l'Establishment scientifique du *Home Office*, de l'*Institute for the Scientific Treatment of Delinquency*, et de la *British Society of Criminology*, se caractérisait par son positivisme, son pragmatisme et son interdisciplinarité revendiquée⁷⁰. Cette « science positive », dont l'objet était la criminalité objectivement mesurée, avait l'ambition d'en offrir une explication causale à partir de l'identification des facteurs criminogènes⁷¹. Dominée par les sciences du psychisme et, quoique plus marginalement, par les sciences juridiques, la vénérable criminologie promouvait l'éclectisme méthodologique et valorisait les travaux empiriques au détriment des approches théoriques. Malgré une ouverture affichée à toutes les perspectives scientifiques, la faible appétence des gardiens de la discipline pour les grilles d'interprétations sociologiques et leur frilosité à prendre en compte la dimension sociale du phénomène criminel, ont contribué, à la fin des années 1960, à l'émergence d'un paradigme concurrent⁷². Le projet d'une criminologie radicale a en effet été pensé sur le mode de la rupture avec cette tradition orthodoxe, contre les méthodes et les postulats de l'Establishment criminologique⁷³. Siège de cette sécession, la *National Deviancy Conference* critiquait, lors de sa fondation, le réductionnisme de la criminologie traditionnelle. Les nouveaux venus prétendaient rendre compte de la dimension proprement politique du phénomène criminel, et notamment des infractions dotées d'une signification morale ambiguë telles que l'usage

⁶⁶ D. DOWNES, « Promise and Performance in British Criminology », *op. cit.*, p. 489.

⁶⁷ D. GARLAND, « Of Crimes and Criminals... », *op. cit.*, p. 48.

⁶⁸ P. ROCK, « The Social Organization of British Criminology », *op. cit.*, p. 135.

⁶⁹ Sur la pérennité de ce clivage, v. L. ZEDNER, « Useful Knowledge? Debating the Role of Criminology in Post-War Britain », *op. cit.*, spéc. p. 211 et s.

⁷⁰ Cette caractérisation semble admise tant par les tenants de la criminologie orthodoxe que par ses adversaires, comme l'illustre A.E. BOTTOMS, « Reflections on the Criminological Enterprise », *The Cambridge Law Journal*, 1987, vol. 46(2), pp. 244-245.

⁷¹ Sur la volonté d'éclairer les causes du crime dans la construction du projet criminologique britannique, et sur les limites de cette ambition, v. Sir Leon RADZINOWICZ, *Adventures in Criminology*, *op. cit.*, pp. 441-448.

⁷² J. YOUNG, « Radical Criminology in Britain: The Emergence of a Competing Paradigm », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), p. 159.

⁷³ Sur cette « révolte contre la criminologie » menée au nom de la criminologie, v. I. TAYLOR, P. WALTON, J. YOUNG, « Critical Criminology in Britain: Review and Prospects », in I. TAYLOR, P. WALTON, J. YOUNG (eds.), *Critical Criminology*, Londres, Routledge, 1975, spéc. pp. 6-8.

de drogues illicites ou l'atteinte aux bonnes mœurs, à l'aide des outils de la sociologie américaine de la déviance. Insistant sur la centralité de l'étude du désordre criminel pour rendre compte de l'ordre social, ces trublions de la criminologie britannique, plus prompts que leurs aînés à se livrer à d'ambitieuses élaborations théoriques, revendiquaient également une nouvelle réflexivité disciplinaire afin de contextualiser les savoirs sur le crime.

L'opposition de la criminologie orthodoxe et de la criminologie radicale, pas plus que leur homogénéité, ne doivent être exagérées. Les observateurs, qui discutent la profondeur de la faille entre les deux territoires, s'accordent par ailleurs sur le caractère évolutif et la nature fragmentée de chacun, ainsi que sur leurs influences réciproques. La criminologie positiviste n'est plus l'expression dominante de la discipline, l'*Establishment* lui ayant substitué, au tournant des années 1980, une nouvelle criminologie administrative. Cette approche, postulant l'irréductibilité du phénomène criminel et la rationalité instrumentale du délinquant, est moins soucieuse de comprendre les causes qui le déterminent que de limiter, à moindre coût, l'impact social de ses actes. La criminologie radicale s'est également transformée. Cédant à une forme de tribalisme⁷⁴ dans sa phase constitutive, elle s'est divisée en plusieurs chapelles. Féminisme⁷⁵, interactionnisme et marxisme⁷⁶ ont ainsi offert autant de cadres à partir desquels a pu se construire une critique de l'orthodoxie scientifique en vigueur. Puis, tout comme la criminologie dominante a renouvelé ses analyses et ses propositions, la criminologie radicale a également évolué. La prise en compte du point de vue des victimes et l'étude de nouvelles formes de délinquance (violences domestiques, criminalité d'entreprise, ...) a fragilisé les postures idéalistes au bénéfice d'un nouveau réalisme (*left realism*)⁷⁷. Si certains ont cru déceler dans les ajustements respectifs et les influences réciproques des criminologies orthodoxe et radicale une certaine convergence⁷⁸, il semble plus juste de

⁷⁴ P. ROCK, « The Social Organization of British Criminology », *op. cit.*, p. 143.

⁷⁵ L. GELSTHORPE, A. MORRIS, « Feminism and Criminology in Britain », *British Journal of Criminology*, 1988, vol. 28(2), p. 93. Sur la contribution des études féministes à la criminologie, rapp., des mêmes auteures, « Gender and Crime », in M. MAGUIRE, R. MORGAN, R. REINER (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, 4th ed., Oxford, OUP, 2007, p. 381.

⁷⁶ Sur l'opposition entre les perspectives criminologiques marxiste et interactionniste, v. le dialogue noué dans l'ouvrage collectif dirigé par I. TAYLOR, P. WALTON et J. YOUNG, *Critical Criminology*, *op. cit.*, not. la contribution de P.Q. HIRST, « Marx and Engels on Law, Crime and Morality » (p. 203), la réplique de I. TAYLOR et P. WATSON, « Radical Deviancy Theory and Marxism : A Reply to Paul Q. Hirst » (p. 233) et la duplique de ce dernier : « Radical deviancy Theory and Marxism : A Reply to Taylor and Walton » (p. 238).

⁷⁷ Sur lequel, v. l'ouvrage collectif édité par J. YOUNG et R. MATTHEW, *Rethinking Criminology: The Realist Debate*, Londres, Sage, 1992.

⁷⁸ P. ROCK, 1988, p. 67.

prendre acte d'une pacification du champ disciplinaire. Pour autant, loin de s'homogénéiser, celui-ci apparaît très fragmenté⁷⁹. L'hétérogénéité persiste entre des discours qui semblent porter sur un même objet, le crime et la réaction qu'il induit, mais ne s'accordent sur aucune épistémologie partagée⁸⁰. Mais l'époque n'est plus aux manifestes. Les criminologues britanniques habitent désormais un monde commun où les conflits entre courants collectifs se sont estompés au profit d'une coexistence indifférente entre individus. Révélateurs de cette atomisation du champ disciplinaire, des observateurs avisés le décrivaient, en 2010, à l'aide d'une typologie distinguant les auteurs, plutôt que les doctrines, selon la nature de leur engagement public, plutôt que de leurs conceptions scientifiques⁸¹. Cette taxinomie, pour être originale, s'inscrit dans une historiographie depuis longtemps soucieuse de contribuer à une compréhension politique de la criminologie.

III. HISTOIRE POLITIQUE

Les évolutions du projet de société porté, plus ou moins explicitement, par la criminologie britannique constituent un objet d'étude privilégié pour les historiographes de cette discipline dont l'influence politique est discutée.

A. – Projets politiques

Qu'il s'agisse des techniques taxinomiques au service de la justice criminelle ou des pratiques psychiatriques et psychothérapeutiques destinées à redresser les déviants, les savoirs constitutifs de la criminologie britannique naissante présentaient une forte dimension instrumentale. L'institutionnalisation de la discipline dans la seconde moitié du XX^e siècle, a donné lieu à la réaffirmation de ce caractère ancillaire. C'est en effet pour permettre l'élaboration d'une politique criminelle éclairée par les derniers

⁷⁹ R. ERICSON, K. CARRIERE, « The Fragmentation of Criminology », in D. NELKEN (ed.), *The Futures of Criminology*, op. cit., p. 89.

⁸⁰ En ce sens, v. J. SIM qui identifie au sein de la criminologie britannique du début du XXI^e siècle une variété de perspectives, de méthodologies et de méthodes difficilement réconciliables : « ... (criminology) is a hybridised collection of different perspectives, methodologies and methods whose proponents are sometimes personally and theoretically hostile to each other (...). (T)hat is all criminology is. », « *A symposium of Reviews of Public Criminology?* By Ian Loader and Richard Sparks (Londres, Routledge, 2010) – Who Needs Criminology to Know Which Way the Wind Blows? », *British Journal of Criminology*, 2011, vol. 51(4), p. 723.

⁸¹ I. LOADER, R. SPARKS, *Public Criminology? Criminological Politics in the Twenty-first Century*, Londres, Routledge, 2010, spec. chap. 5.

acquis de la science que la recherche criminologique a été stimulée. L'autorisation parlementaire (*Criminal Justice Bill 1948*) de financer des études sur les causes et le traitement de la délinquance avait pour objectif de permettre la production de savoirs opératoires. L'argent dépensé au service de la science, par la réduction de la criminalité que cette dernière laissait espérer, devait en fin de compte conduire à d'importantes économies⁸². Aussi, la lutte contre la criminalité a durablement monopolisé l'agenda scientifique de l'Establishment criminologique depuis les années 1950. Les historiens ont montré comment ce projet « gouvernemental », qui définit et oriente le discours criminologique britannique le plus orthodoxe, a profondément évolué au cours des décennies⁸³. De l'immédiat après-guerre au milieu des années 1970, il a été décliné, dans le cadre de l'État-providence, par une élite, académique et politique, libérale, soucieuse de « civiliser » la société⁸⁴. Cherchant à articuler efficacité et humanité de la réponse pénale, ce projet était couplé à un puissant idéal réhabilitatif qui justifiait l'étude des causes individuelles de la criminalité et des traitements institutionnels à lui opposer. Mais, prise en tenaille entre les critiques théoriques radicales et les attentes politiques déçues, la criminologie « sociale-démocrate », forme originelle de la discipline avant d'en devenir simplement l'expression dominante, *mainstream*, s'est progressivement affaiblie⁸⁵. La nouvelle criminologie administrative s'y est substituée au sein du *Home Office*, poursuivant le projet d'établir un savoir scientifique opératoire, mais sur des fondations théoriques différentes, qui empruntent notamment à l'analyse économique, et avec un objectif révisé : limiter les risques d'atteintes à la sécurité en réduisant les opportunités criminelles⁸⁶.

C'est contre la visée instrumentale d'une discipline exclusivement pensée comme expertise au service des pouvoirs publics dans la lutte contre le crime que la criminologie radicale s'est développée dès la fin des années 1960. Porté dans un premier temps par les sociologues de la déviance, ce projet critique qui perdure aujourd'hui sous diverses formes théoriques,

⁸² Lord BUTLER évoque ainsi les dividendes énormes (*enormous dividends*) escomptés en termes de réduction de la délinquance de la part des parlementaires qui appelèrent à développer les sciences criminelles juste après la seconde guerre mondiale, *op. cit.*, p. 2. Sur cette espérance, rapp. les mémoires de Sir Leon RADZINOWICZ, *Adventures in Criminology*, *op. cit.*, spéc. pp. 443-446.

⁸³ V. not. D. GARLAND, *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*, préc.

⁸⁴ I. LOADER, « Fall of the 'Platonic Guardians': Liberalism, Criminology and Political Responses to Crime in England and Wales », *British Journal of Criminology*, 2006, vol. 46(4), spéc. p. 564.

⁸⁵ R. REINER, « Beyond Risk: A Lament for Social Democratic Criminology », in T. NEWBURN, P. ROCK, D. DOWNES (eds.), *The Politics of Crime Control: Essays in Honour of David Downes*, Oxford, OUP, 2006, p. 7.

⁸⁶ L. ZEDNER, « Opportunity Makes the Thief-Taker: The Influence of Economic Analysis on Crime Control », in T. NEWBURN, P. ROCK, D. DOWNES (eds.), *op. cit.*, p. 147.

revendique une prise en compte de la dimension politique non seulement du phénomène criminel, mais également du discours criminologique. Cette posture, dans ses formes les plus extrêmes, s'est accompagnée d'une méfiance non dissimulée à l'égard de la récupération, par le système pénal, des résultats obtenus⁸⁷. À l'instar de la criminologie orthodoxe, les orientations politiques de la criminologie radicale ont évolué. Les commentateurs de ce mouvement, qui en sont également pour certains les acteurs, s'accordent pour reconnaître que la croissance durable de la criminalité mesurée, combinée à l'attention portée aux victimes, a contribué à redéfinir les enjeux scientifiques de la discipline. La conversion au réalisme des partisans d'une critique radicale en a conduit certains, pour des raisons de justice sociale, à s'engager dans la transformation du système pénal en promouvant, par exemple, l'adaptation des réponses institutionnelles à l'égard de certaines catégories de victimes (femmes, membres des minorités ethniques...)⁸⁸. Les sirènes de la *French theory*⁸⁹ et de la théorie sociale post-moderne⁹⁰ en ont amené d'autres à se livrer à la déconstruction du champ pénal. Cette position, qui s'accompagne d'un renoncement aux jugements de valeur et à l'engagement politique, présente les dangers de verser dans une forme de relativisme moral parfois dénoncé comme une forme feutrée de nihilisme⁹¹ : à déconstruire l'histoire des dérives sécuritaires de la nouvelle culture pénale (*culture of control*), certains criminologues en oublieraient de réfléchir aux possibles alternatives. Les vertus de la réflexivité trouveraient-elles ici leurs limites ? Plusieurs auteurs⁹² insistent en tout cas sur la nécessité de réfléchir sur les valeurs qui sous-tendent la discipline en s'appuyant, si nécessaire, sur les outils de la philosophie politique⁹³. C'est,

⁸⁷ La méfiance portait notamment sur les dangers de légitimation et d'extension du contrôle social par la criminologie. D. DOWNES, *op. cit.*, p. 490 : « scientific authorities » ... « findings could lend legitimacy to innovations in and extensions of the realm of social control ».

⁸⁸ V. par ex. J. YOUNG et R. MATTHEW (eds.), *Rethinking Criminology: The Realist Debate*, *op. cit.*

⁸⁹ B.A. ARRIGO, D. MILOVANOVIĆ, R.C. SCHEHR, *The French Connection in Criminology: Rediscovering Crime, Law, and Social Change*, Albany, State University of New York Press, 2005.

⁹⁰ V. par ex. S. HENRY, D. MILOVANOVIĆ, « The Constitution of Constitutive Criminology: a Postmodern Approach to Criminological Theory », in D. NELKEN (ed.), *The Futures of Criminology*, *op. cit.*, p. 110.

⁹¹ W. MORRISON, « Criminology, Modernity and the "Truth" of the Human Condition: Reflections on the Melancholy of Postmodernism », in D. NELKEN (ed.), *The Futures of Criminology*, *op. cit.*, p. 134. Rapp. L. Zedner sur les travaux de D. GARLAND, « Dangers of Dystopias in Penal Theory », *Oxford Journal of Legal Studies*, 2002, vol. 22(2), spéc. pp. 365-366.

⁹² Comp. L. ZEDNER, « Pre-Crime and Post-Criminology », *Theoretical Criminology*, 2007, vol. 11(2), spéc. pp. 273-274 ; A.E. BOTTOMS, « Reflections on the Criminological Enterprise », *op. cit.*, pp. 260-261.

⁹³ V. en ce sens les travaux de N. LACEY, dans lesquels économie politique et philosophie pénale sont mises au service d'une réflexion sur la politique criminelle, par ex. « Principles, Politics, and Criminal Justice », in L. ZEDNER, A. ASHWORTH (eds.), *The Criminological Foundations of*

selon eux, en clarifiant les choix axiologiques de la criminologie, et en lui conférant une dimension normative, que celle-ci pourra renforcer son influence dans l'espace public⁹⁴.

B. – Influence publique

La dimension instrumentale assumée par la criminologie britannique⁹⁵ l'autorisait à revendiquer une certaine influence sur les choix politiques en matière pénale dans les décennies d'après-guerre. Les vertus de cette influence furent d'ailleurs proclamées en 1959 dans un livre blanc du *Home Office* intitulé *Penal Practice in a Changing Society*, lequel appelait au réexamen des pratiques pénales à la lumière d'une étude scientifique du phénomène criminel. La circulation des idées criminologiques fut facilitée par des espaces de socialisation informels (clubs et associations) ainsi que par des organes officiels de concertation destinés à optimiser l'administration du système pénal⁹⁶. Entre 1944 et 1981, six *Royal Commissions* furent ainsi consacrées à la matière pénale. Elles furent, avec d'autres organes comme l'*Advisory Council on the Treatment of Offenders* (institué en 1944), l'*Advisory Council on the Penal System* (institué en 1966) et la *Crime Policy Planning Unit* (institué en 1974), l'occasion de faire converser acteurs politiques, professionnels et scientifiques. Pourtant, malgré les relations symbiotiques entre hauts fonctionnaires et élite académique et la multiplication des institutions médiatrices du savoir criminologique, l'impact de celui-ci reste discuté. Si certains évoquent un âge d'or à l'occasion duquel la criminologie « sociale-démocrate » aurait inspiré les grandes orientations de la politique pénale⁹⁷, d'autres s'interrogent sur la prise en compte réelle de la recherche dans les réformes effectivement mises en œuvre⁹⁸. La proximité idéologique de la

Penal Policy: Essays in Honour of Roger Hood, op. cit., p. 79 et s.; et plus récemment *The Prisoners' Dilemma: Political Economy and Punishment in Contemporary Democracies (The Hamlyn Lectures)*, Cambridge, CUP, 2008.

⁹⁴ V. déjà en 1992, sur la consubstantialité du projet criminologique et de la pensée utopique, P. YOUNG, « The Importance of Utopias in Criminological Thinking », *British Journal of Criminology*, 1992, vol. 32(4), p. 423.

⁹⁵ V. par ex. J. CROFT, « Research in Criminal Justice », in R.V.G. CLARKE, D.B. CORNISH (eds.), *Crime Control in Britain: A Review of Policy Research*, New-York, SUNY Press, 1983, p. 57. Rappr. R. HOOD « Some Reflections on the Role of Criminology in Public Policy », *Criminal Law Review*, 1987-8, p. 527.

⁹⁶ I. LOADER, op. cit., spéc. pp. 565-568.

⁹⁷ R. REINER, op. cit.

⁹⁸ R. HOOD, « Criminology and Penal Change: a Case Study of the Nature and Impact of Some Recent Advice to Government », in R.G. HOOD (ed.), *Crime, Criminology and Public Policy: Essays in Honour of Sir Leon Radzinowicz*, op. cit., spéc. pp. 416-417.

communauté des criminologues et des décideurs politiques, révélatrice de valeurs partagées, n'aurait pas systématiquement conduit à l'utilisation des acquis de la science. C'est moins le savoir accumulé que les évolutions socio-culturelles qui auraient orienté l'évolution de l'ordre pénal durant la seconde moitié du XX^e siècle. Il demeure que les acteurs de la politique criminelle n'ont pas hésité, pendant cette période, à se prévaloir de l'expertise criminologique pour justifier leurs décisions. La criminologie radicale elle-même a été sollicitée par des collectivités publiques de gauche, au début des années 1980, pour contribuer à la mise en œuvre de politiques locales de sécurité⁹⁹.

Les observateurs qui s'accordent à reconnaître l'autorité, sinon l'influence directe, de la discipline criminologique sur le champ politique dans les décennies d'après-guerre sont également d'accord pour déplorer la désaffection dont elle ferait désormais l'objet. Deux éléments sont fréquemment évoqués pour expliquer la marginalisation du discours criminologique, depuis trois décennies, dans la définition du crime et des réponses à lui apporter. D'une part, une perte de confiance dans l'idéal réhabilitatif sous l'influence de recherches qui mirent en évidence, à partir du milieu des années 1970, l'échec de politiques incapables de contenir la hausse continue de la criminalité (« *nothing works* »)¹⁰⁰. D'autre part, une politisation de la question du maintien de l'ordre (« *law and order* ») qui, consécutivement à l'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir, est devenue objet de discord puis enjeu de compétition entre les partis de gouvernement¹⁰¹. Le désintérêt relatif de la classe gouvernementale pour l'expertise criminologique se serait traduit par une instrumentalisation accrue. Le financement scientifique, conditionné à des exigences de pertinence politique (« *policy relevance* ») de plus en plus strictement entendues, privilégierait plus qu'avant le développement de projets répondant aux questions prédéfinies du gouvernement (« *Rotschild's customer-contractor principle* »)¹⁰². Il en serait résulté une perte relative de

⁹⁹ P. ROCK, « The Present State of Criminology in Britain », *op. cit.*, spéc. p. 66. Rapp. J. YOUNG, « Radical Criminology in Britain: The Emergence of a Competing Paradigm », *op. cit.*, spéc. p. 170.

¹⁰⁰ D. GARLAND, *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*, *op. cit.*, pp. 61-63.

¹⁰¹ D. DOWNES, R. MORGAN, « No Turning Back: The Politics of Law and Order into the Millenium », in M. MAGUIRE, R. MORGAN, R. REINER (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, 4th ed., *op. cit.*, p. 203 et s. ; rapp. R. COLSON, S. FIELD, *The Transformation of Criminal Justice: Comparing France with England and Wales / Les transformations de la justice pénale : Une comparaison franco-anglaise*, Foreword by The Right Honourable The Lord Phillips of Worth Matravers, Avant-propos de Robert Badinter, Paris, L'Harmattan, 2011, spéc. p. 51 et p. 125.

¹⁰² L. ZEDNER, « Useful Knowledge? Debating the Role of Criminology in Post-War Britain », *op. cit.*, spéc. pp. 213-217.

liberté scientifique, notamment pour les chercheurs du *Home Office*, dont certains dénoncent de manière confidentielle¹⁰³ une perversion du savoir criminologique désormais moins destiné à éclairer les choix politiques qu'à les justifier a posteriori : à la politique fondée sur la science (*evidence-based policy*) aurait succédé une science déterminée par la politique (*policy-based evidence*)¹⁰⁴. Cette évolution entretient un malaise au sein de la communauté criminologique qui, incertaine de l'impact social de ses travaux¹⁰⁵, se pose la question des modalités d'un financement efficace de la recherche universitaire¹⁰⁶. Certains, relevant le cynisme et le pessimisme de nombre de leurs collègues¹⁰⁷, insistent néanmoins sur la nécessité de ne pas exagérer les discontinuités dans le rapport liant leur discipline au champ politique¹⁰⁸. Il demeure que l'influence de la criminologie, jadis célébrée, semble bien avoir cédé la place à une forme d'impuissance politique que nourrit, par ailleurs, une transformation du champ de la sécurité publique gagné par un esprit populiste.

CONCLUSION

Aux risques d'inféodation des sciences criminelles à l'appareil gouvernemental et de dérive populiste des politiques pénales, certains criminologues britanniques opposent la nécessité de renforcer leur discipline au sein de l'Université¹⁰⁹. Au-delà de la défense de leurs intérêts propres, ils y voient le moyen d'éviter un dévoiement du savoir au service du pouvoir, et une garantie d'information indépendante à même de nourrir le débat

¹⁰³ I. LOADER, « Fall of the 'Platonic Guardians'... », *op. cit.*, p. 580.

¹⁰⁴ V. par ex. les contributions de R. WALTERS, « Government Manipulation of Criminological Knowledge and Policies of Deceit » (p. 7), et T. HOPE « A Firing Squad to Shoot the Messenger: Home Office Peer Review of Research » (p. 27), dans leur rapport *Critical thinking about the uses of research*, Centre for Crime and Justice Studies, 2008. Disponible sur le site internet du *Centre for Crime and Justice Studies*, <http://www.crimeandjustice.org.uk/opus557/Evidencebasedpolicyfinal.pdf> (consulté le 22 mars 2012).

¹⁰⁵ R. MATTHEWS, « Beyond "so what" Criminology: Rediscovering Realism », *Theoretical Criminology*, 2009, vol. 13(3), p. 341 et s.

¹⁰⁶ M. MAGUIRE, « The Crime Reduction Programme in England and Wales: Reflections on the Vision and the Reality », *Criminal Justice*, 2004, vol. 4(3), p. 213.

¹⁰⁷ J. BRAITHWAITE, « Reducing the Crime Problem : A Not So Dismal Criminology », in P. WALTON, J. YOUNG (eds.), *The New Criminology Revisited*, Basingstoke, Palgrave, 1998, p. 49.

¹⁰⁸ L. ZEDNER, « Useful Knowledge? Debating the Role of Criminology in Post-War Britain », *op. cit.*, p. 228 et s.

¹⁰⁹ Comp. A.E. BOTTOMS, « Reflections on the Criminological Enterprise », *op. cit.*, pp. 247-248 ; L. ZEDNER, « Useful Knowledge... », *op. cit.*, spéc. p. 228.

public¹¹⁰. Plus fondamentalement, la criminologie universitaire leur semble être le garant d'un discours scientifique critique dans le champ de la sécurité publique à une époque où celui-ci, soumis à une double dynamique de privatisation et de mondialisation¹¹¹, devient l'objet de discours dont la prétention scientifique dissimule une forte charge idéologique. Il peut sembler surprenant que les mêmes raisons (risque d'instrumentalisation politique et d'appauvrissement scientifique) aient récemment justifié en France une levée de boucliers contre la création d'une section de criminologie au sein du Conseil national des universités¹¹². Ce mouvement de défiance, qui a réuni des universitaires aux positions souvent opposées, n'a pourtant rien d'étonnant. Au même titre que la criminologie britannique est l'expression d'une tradition scientifique nationale, la communauté des chercheurs et enseignants-chercheurs qui travaillent en France sur le phénomène criminel est profondément déterminée par son histoire. Le conservatisme qui caractérise l'Université française, peu propice à l'introduction de nouveaux savoirs¹¹³, se combine à une culture du conflit, lointain héritage de la Révolution¹¹⁴, qui assimile le compromis à la compromission. Il n'est, dès lors, pas étonnant que, pour se prémunir contre l'intrusion d'outsiders à la légitimité discutable¹¹⁵, le maintien du statu-quo ait été jugé préférable, y compris par certains acteurs a priori favorables à l'autonomisation des sciences criminelles.

On peut comprendre l'anxiété d'une communauté universitaire incertaine de sa capacité à affronter les défis de l'autonomie scientifique

¹¹⁰ D. GARLAND, R. SPARKS, « Criminology, Social Theory and the Challenge of Our Times », in D. GARLAND, R. SPARKS (eds.), *Criminology and Social Theory*, Oxford, OUP, 2000, pp. 18-19. Rapp. L. CHANCER, E. McLAUGHLIN, « Public Criminologies: Diverse Perspectives on Academia and Policy », *Theoretical Criminology*, 2007, vol. 11(2), p. 155.

¹¹¹ I. LOADER, R. SPARKS, « Contemporary Landscapes of Crime, Order and Control: Governance, Risk, and Globalization », in M. MAGUIRE, R. MORGAN, R. REINER (eds.), *The Oxford Handbook of Criminology*, 4th ed., *op. cit.*, p. 78 et s.

¹¹² V. not. L. MUCCHIELLI, « Une 'nouvelle criminologie' française ? Pourquoi et pour qui ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2008, p. 795 ; ainsi que la pétition « Pourquoi nous ne voulons pas de la "nouvelle criminologie" », *Sauvons la recherche* [En ligne], <http://sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2317> (document consulté le 22 mars 2012). Rapp. note 3 *supra*.

¹¹³ Sur le déficit d'innovation dans le champ des sciences sociales comme conséquence de l'architecture étroitement disciplinaire et sous-disciplinaire de l'Université française, v. le rapport du Conseil national du développement des sciences humaines et sociales, *Pour une politique des sciences de l'Homme et de la société*, Paris, PUF, 2001, not. chap. 3 de la première partie.

¹¹⁴ Sur la « culture du conflit » comme trait caractéristique français, v. J. JULLIARD, « Les antinomies de la Révolution française », in F. HAMON, J. LELIÈVRE (dir.), *L'héritage politique de la Révolution française*, PU Lille, 1993, spéc. pp. 121-128.

¹¹⁵ V. L. MUCCHIELLI, « Vers une criminologie d'État en France ? Institutions, acteurs et doctrines d'une nouvelle science policière », *Politix*, vol. 23, n° 89/2010, spéc. p. 206 et s. ; rapp. D. KAMINSKI, « *Criminologie plurielle* et pourtant singulière », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2011, p. 475.

dans un champ disciplinaire où l'excellence s'affiche en langue l'anglaise. On peut également partager son inquiétude devant les risques de capture théorique de la criminologie par les études de sécurité¹¹⁶ quand bien même ces dernières ne seraient pas dénuées d'intérêt¹¹⁷. Qu'il soit permis, en revanche, d'être sceptique sur la tactique du déni de consécration disciplinaire, déployée dans le cadre d'une stratégie de protection des sciences criminelles contre les risques de dévoiement qui les guettent. Le refus de faire toute sa place à la criminologie dans nos facultés n'empêcherait probablement pas son développement hors d'elles¹¹⁸, tant le développement de ce corpus s'impose sur le mode de l'évidence culturelle¹¹⁹. Mais, faute d'avoir pris la responsabilité d'en orienter scientifiquement le développement, le risque aurait été grand de ne pouvoir en contenir les dérives. Qu'au contraire la communauté universitaire s'approprie cette matière et celle-ci pourra constituer le creuset d'une réflexion interdisciplinaire, critique et indépendante sur le phénomène criminel.

¹¹⁶ V. en ce sens le communiqué de la Commission permanente du Conseil national des universités en date du 21 mars 2012 faisant état de son refus de « faire (de la criminologie) une science de gouvernement et de l'enfermer dans une école de pensée marquée idéologiquement, ou dans un paradigme particulier comme le concept de 'sécurité globale' ».

¹¹⁷ L'exemple anglo-américain atteste, s'il en était besoin, des relations ambivalentes entre la criminologie et les *security studies*. Sur ce point, v. not. L. ZEDNER, *Security*, Londres, Routledge, 2009, spéc. pp. 44-48, et chap. 7.

¹¹⁸ Ce processus est, au demeurant, engagé à travers l'activité d'institutions comme le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique (<http://www.csfrs.fr/>) et l'Institut national des hautes études sur la sécurité et la justice (<http://www.inhesj.fr/>).

¹¹⁹ Sur les évolutions politiques et culturelles, communes à l'ensemble des pays occidentaux, qui confortent la place de la criminologie dans l'ordre des savoirs, v. not. D. GARLAND, *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*, op. cit., chap. 7.